

politique.

Effets sur le Tiers monde

Bien que toute interruption des livraisons risque de désorganiser le mode de vie des pays industrialisés, les effets de la pénurie de pétrole et de la hausse des prix sur les pays moins développés du Tiers monde risquent d'y être catastrophiques, non pas tellement parce que les normes de vie courantes en subiraient le contrecoup (la consommation de pétrole étant assez faible) mais bien parce qu'ils sont susceptibles d'entraver tout développement. Tandis que les nations industrialisées seront gênées, à divers degrés, pendant le temps qu'elles mettront à découvrir d'autres sources énergétiques, les pays du Tiers monde trouveront sans doute ces nouveaux prix inabordables pour ce qui a trait à la réalisation des progrès matériels auxquels ils aspirent. C'est dans ce secteur que la juxtaposition des mesures de boycottage et des régimes de prix peut sérieusement affecter et même contrecarrer l'intérêt fondamental qu'a le monde arabe de se gagner l'amitié de certaines régions qu'il désire privilégier, notamment les États islamiques et africains.

Pour ce qui est de l'intérêt national des États-Unis, il serait sage et prudent de l'envisager non point dans le cadre étroit des intérêts américains, mais dans le cadre élargi du monde libre dont la sécurité et le bien-être sont si étroitement liés à ceux des États-Unis.

On peut se perdre en conjectures sur l'existence même ou sur les origines de la crise énergétique, mais les données statistiques se passent de commentaires. L'interruption des importations de pétrole arabe aux États-Unis y a produit un déficit d'environ 3 millions de barils par jour; et la réduction générale de la production pétrolière arabe, qui a atteint jusqu'à 25 pour cent mais qu'on fixait récemment à 15 pour cent, a inégalement touché le reste du monde.

Aux États-Unis et dans l'hémisphère occidental, il existe en abondance d'autres sources d'énergie, notamment le charbon, le schiste, le pétrole de l'Alaska, les huiles lourdes du Venezuela, les sables bitumineux de l'Alberta, les gisements pétroliers encore inexplorés au large des côtes ainsi que l'énergie nucléaire, l'énergie géothermique ou solaire moins manifeste, et d'autres sources énergétiques encore inconnues. Les plus facilement disponibles sont le charbon et l'énergie nucléaire, mais leur exploitation pose de grands problèmes

pour l'environnement qu'on n'a pas encore résolus. Quant aux autres sources, le coût élevé des techniques et le temps requis pour leur exploitation les rangent dans la catégorie de solutions pratiques dans un lointain avenir seulement. Pendant sept ou dix ans encore, on ne disposera d'aucun produit susceptible de remplacer aisément le pétrole. Et vu que la consommation tend à augmenter tant aux États-Unis qu'ailleurs dans le monde, le Moyen-Orient constituera forcément la principale source d'approvisionnement à moins que les nations consommatrices n'adoptent de rigoureuses mesures de restriction.

Problème pour les États-Unis

Toutes ces ressources pétrolières finiront un jour par s'épuiser. Il serait donc raisonnable de se lancer dans la recherche et le développement de produits de remplacement qui permettraient à la civilisation humaine de suivre son cours sans s'effondrer. Mais pour l'instant le monde, y compris surtout les États-Unis, doit s'attaquer au problème politique créé par les mesures de boycottage arabes.

Il y a dans les affaires humaines des situations où les principes et les intérêts viennent en conflit. Tel n'est pas, du moins à mon avis, le cas qui nous occupe. L'intérêt y est on ne peut plus clair: lever l'embargo sur le pétrole arabe et assurer ainsi au monde entier une provision normale d'énergie. La question de principe y est également irréprochable, à savoir: respect de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de toutes les nations du Proche-Orient, abolition de l'état de belligérance, interdiction de toute expansion territoriale par le recours aux armes et justice pour les Palestiniens expropriés — le tout conformément aux résolutions des Nations Unies.

En outre, le fait que trois États arabes, l'Égypte, la Jordanie et l'Arabie Saoudite, qui ont joué un rôle de premier plan dans la crise, soient disposés à envisager la paix et à n'exiger que la mise en œuvre des résolutions de l'ONU constitue sans doute un événement historique. Il semble qu'on ait perdu de vue depuis quelques années cette convergence d'intérêts et de principes pour s'en remettre à une politique faisant presque l'indifférence. En revanche, il y a un certain optimisme à tirer des démarches entreprises depuis octobre en vue de régler le conflit, et du fait que le chevauchement des intérêts et des principes pourrait conduire à une solution à la fois morale et pacifique.